Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

243 | 2008

Café et politiques

Café, caféiculteurs et vie politique dans les hautes terres de l'Ouest-Cameroun

Martin Kuété

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/5310>

DOI : 10.4000/com.5310

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2008

Pagination : 285-302

ISBN : 978-2-86781-467-9

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Martin Kuété , « Café, caféiculteurs et vie politique dans les hautes terres de l'Ouest-Cameroun », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 243 | 2008, mis en ligne le 01 juillet 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/5310> ; DOI : 10.4000/com.5310

Café, caféiculteurs et vie politique dans les hautes terres de l'Ouest-Cameroun

Martin KUÉTÉ¹

Les prémices du rôle politique que le café devra un jour jouer au Cameroun ont une profondeur historique, s'ancrant à au moins quatre faits majeurs catalysés de l'intérieur et de l'extérieur du pays.

D'abord la déclaration du Résident britannique en 1920 selon laquelle

« il abandonnait le Grassfield² aux Français parce que rien ne pouvait y pousser en dehors des cultures indigènes, et que les Anglais prenaient le territoire des Bangwa parce qu'il y avait des palmiers à huile »

a un arrière-goût de défi à la France et dont le caféier a été l'instrument.

Ensuite la manière dont la caféiculture a été acceptée, adoptée, intégrée dans leurs activités par les populations et gérée par l'administration véhicule les ferments de frustrations et de revendications de toutes sortes, en tout cas intempestives.

Enfin, la quasi-absence de la France sur un marché mondial du café dominé par le Royaume-Uni l'invite à la conquête de parts du marché international du café. La mobilisation générale de la Métropole, négociants et consommateurs (surtout nantais) pour la cause du café *arabica* du Cameroun s'inscrit dans cette logique. Elle a comme contrepartie de placer les acteurs avertis de la filière café devant un défi : celui du respect des règles du marché international à savoir la régularité d'approvisionnement, de la quantité et de la qualité. Dès lors, l'attitude répressive des encadreurs locaux et des services de collecte et de commercialisation vis-à-vis du paysan inconvenant et inappliqué sera sans appel.

1. Professeur de géographie, Université de Dschang Cameroun ; mél. : cerehtuds@yahoo.fr

2. Le couvert végétal, composé d'étendues herbeuses, justifie l'appellation *Grasfeld* que les Allemands ont donnée à la région ; les Anglais l'ont repris sous le terme *Grassfield* qui désigne désormais les populations habitant cette région. Ce terme a donné le mot « *Grafi* » synonyme de Bamiléké.

Il est aujourd'hui évident que les missions économiques et sociales initialement assignées par l'administration coloniale camerounaise au café ont été largement dépassées. L'activité caféicole s'est inscrite, contre toute attente, non seulement dans les luttes hégémoniques de l'heure entre les deux puissances coloniales, mais encore la France, en la prenant comme socle de la mise en valeur de sa colonie, répondait à ses engagements vis-à-vis de la Société Des Nations (S.D.N.). L'animation des vies politique et sociale issues de l'activité caféicole fait partie des imprévues attendues. Cette dimension politique de la caféiculture a été peu perçue dans les études camerounaises consacrées à un café instrumentalisé depuis ses débuts jusqu'à sa déchéance. Cette étude vient combler ce déficit. Elle se heurte d'entrée de jeu à une difficulté : dissocier la gestion des affaires de la cité du social avec lequel elle fait corps.

Figure 1 – Régions productrices de café au Cameroun.

(Source : Jeune Afrique. 2007, p. 87)

I – Le café instrument du pouvoir de l'administration coloniale

L'implication directe du chef de région Bamiléké, convoyant personnellement les pépinières de caféiers de Dschang vers les recoins de son territoire, assistant à leur mise en terre, prodiguant des conseils, félicitant les bons mais aussi réprimandant les mauvais planteurs, rapproche l'administration des administrés. L'institution de la pratique de décoration des planteurs les plus distingués comme Danladi en 1929 (E. Nouboussi, 1998) était de nature à galvaniser et à mobiliser tous les indigènes³ qui avaient déjà perçu les enjeux économiques de la culture du caféier. Dans ce contexte, de la politique agricole à la politique tout court la marge est tenue.

1 – Le café comme instrument de politique d'aménagement du territoire

Le succès de la caféiculture est alors tel que, au début de 1931, les administrateurs coloniaux croient pouvoir en faire un instrument d'aménagement du territoire Bamiléké afin de décongestionner les hautes terres des Grassfields, surpeuplées (de 67 à plus de 140 hab./km²) vers le territoire Bamoun de la rive gauche du Noun quasi vide (moins de 20 hab./km²) en transférant une partie du pouvoir du chef et de ses notables, du village-mère à celui outre-Noun. Ils conserveront leurs droits et devoirs envers leurs chefs du village de départ.

Après des débuts prometteurs, pour des raisons plus sociologiques que techniques, l'opération est un échec retentissant. En effet, le rôle assigné aux chefs des villages de départ dans la préparation du site et les commodités d'accueil, la manière dont certains chefs ont perçu et géré l'opération a laissé aux émigrants l'impression d'exil forcé. En effet, certains chefs ont trouvé dans le projet une occasion de se débarrasser des insoumis de leur village ; d'autres, sinon tous, y ont perçu le danger à dépeupler leur village, synonyme de la baisse des sommes issues de la collecte des impôts dont ils tirent des ristournes. Cette crainte est d'autant plus fondée que le roi des Bamoun exige quant à lui, que les colons lui doivent allégeance. Le 1^{er} juillet 1935, le chef de région exprime sa déception : « Impression de léthargie complète et fiasco total ». Et tire les conclusions :

« ...Ne pas compter sur les chefs dont la collaboration est aussi dangereuse en ce sens qu'ils ont souvent commis des erreurs longues à réparer » (13 octobre 1935)⁴.

3. Les termes « indigène », « Africain » sont officiellement utilisés pour désigner les Noirs des colonies. Jusqu'en 1946, date à laquelle leur utilisation est interdite, on disait : l'Africain (+ son nom ou prénom), « l'Indigène Sobkoudjou par exemple » (archives de la Subdivision de Dschang, 1946).

4. Archives de la préfecture de Dschang : Rapport des activités agricoles, 1935.

L'échec de l'opération a davantage embrouillé les rapports entre les acteurs et contribué au clivage de la société bamiléké. D'une part, l'administration perçoit l'attitude des chefs comme une preuve d'insoumission et s'y fonde pour discriminer, selon le degré d'implication de chaque chef au projet, ses amis et les réfractaires. D'autre part, beaucoup de chefs, lors de la gestion de ce dossier, se sont rendus impopulaires auprès de certains de leurs administrés, augmentant sur leur territoire le nombre de personnes insoumises.

La pratique de la culture du caféier, qui se veut « sage et méthodique »⁵ justifie alors la mise en place d'un cadre réglementaire rigoureux qui accroît la mainmise de l'administration coloniale sur le café. Une kyrielle de textes est élaborée, résumée par le « Code » de l'agriculteur indigène du caféier *arabica* (Arrêté du 10 mai 1937). Il discipline la pratique de l'activité, rend obligatoire l'obtention d'une autorisation du chef de la circonscription pour accéder à la caféiculture. Toutes ces mesures tendent à privilégier la qualité sur la quantité du café à produire. Il stigmatise la chasse aux planteurs indéli-cats, utilisant à souhait les méthodes coloniales bien connues que M. Lagarde (1935) traduit :

« ... Pour faire appliquer les bonnes méthodes culturales, il n'y a que les sanctions. Il est nécessaire qu'elles soient codifiées et que leur application puisse en être mathématique... Le café n'étant pas une culture indigène si ces derniers veulent en faire, il leur faut appliquer des méthodes de culture rationnelles ».

Désormais, l'administration coloniale fait la discrimination entre « les hommes de confiance » qu'elle privilégie dans l'attribution des autorisations et la fixation du nombre de pieds de caféier accordés et la priorité réservée aux chefs et à leurs notables à l'accès à la culture du caféier en faisant une récompense de l'administration coloniale à une clientèle qui lui est entièrement dévouée et qu'elle contrôle de très près. L'obligation de vendre la production à la Coopérative Indigène embrigade le paysan et l'expose aux abus.

La culture du caféier s'est dès lors inscrite dans un processus de développement très mouvementé qui en a fait une culture pas comme les autres. Malgré la rigueur du Code réglementaire, l'administration coloniale et ses services d'Agriculture trouvent en face d'eux du répondant : une population nombreuse stimulée par la plante nouvelle. À défaut de l'autorisation, on entre dans la clandestinité (plantations clandestines). Si, un peu partout en Afrique, la caféiculture s'est, à ses débuts, heurtée à l'hostilité des paysans (Tanganyika, 1905-1916), la situation fut différente au Cameroun où les paysans en ont fait un enjeu fort. Les administrateurs coloniaux se sont servis des chefs plutôt pour briser l'élan des indigènes vers la pratique de cette culture et pour livrer la chasse aux plantations clandestines.

5. M. Lagarde, ingénieur des techniques agricoles (Archives de la préfecture de Dschang, 1935).

Dans cette course vers la caféiculture, les logiques des uns et des autres s'excluent et se combattent, donnant au café une dimension qui dépasse de loin les attentes de ses prometteurs, et qui va au-delà de la simple politique agricole.

2 – La ville s'en mêle : culture-espoir ou culture-prétexte pour les revendications

La ville participe, épaula les ruraux et surtout organise des revendications en leur nom. L'élite « intellectuelle » urbaine a très tôt perçu les risques de la politique agricole en cours et s'oppose fermement à un type de colonisation qui conduirait au développement d'une classe dominante de caféiculteurs nantis d'une part et celle des paysans corvéables ou n'ayant droit qu'à une exploitation de 0,5 à 1 ha d'autre part. Elle réclame ouvertement l'égalité des chances face à la culture du caféier.

Les citoyens, les agents de l'administration, les non-résidents compris participent directement à la culture du caféier mais sont parmi les pires des planteurs dans le registre de l'administration en ce sens qu'ils sont incapables ou n'acceptent pas de se plier aux exigences de l'activité. La caféiculture n'est pour eux, de l'avis des administrateurs qu'une culture-prétexte. Ils s'en servent soit pour prétendre à leur affectation dans leur région natale ou contre l'éventualité d'une mutation que les nécessités du service peuvent cependant justifier, ou pour des demandes réitérées de permissions d'absence ; il est arrivé que des agents indigènes bien formés pour la relève, abandonnent, au grand dam de l'administration, leur carrière de fonctionnaires parce qu'ils caressent l'espoir de s'enrichir par la culture du caféier.

Mener de front les occupations professionnelles et, à distance, la culture délicate du caféier *arabica* présente deux types de dangers. D'abord la destruction des plantations mal entretenues, foyers de parasites, fait que l'agent en cause se considère alors comme brimé et s'aigrit contre l'administration. Ensuite, la double activité est source de dispersion et d'absentéisme qui fait souffrir les services administratifs.

Pour ces différentes raisons, le chef de région est impitoyable envers les Indigènes « évolués » caféiculteurs qui, au nom de la culture du caféier tissent des manœuvres dilatoires. Ce type d'agriculteurs est celui qui ébranlera les rouages de l'administration coloniale avant de secouer les assises sociales traditionnelles. Ils constituent le noyau d'un groupe de personnes remuantes, turbulentes au sein duquel vont se recruter au cours des années 1940, les membres les plus actifs des syndicats.

II – Caféculture et crises politiques

De l'introduction du caféier à l'ouverture démocratique, les antagonismes que la gestion du caféier a engendrés dans le mouvement syndical, dans les coopératives de café et dans les rapports entre les partenaires sociaux, ainsi que l'intervention forte de l'administration coloniale et de l'État indépendant dans les affaires agricoles catalysent, tous les 30 ans, des crises politiques majeures : la rébellion qui accompagne l'Indépendance (1956-1967) et les crises sociale et politique de l'ouverture démocratique du pays en 1991-1992. À toutes les étapes de son évolution, le café intervient fortement dans la construction du territoire national obligeant l'État à se constituer en État-développeur (Uwizeyimana, 1996).

1 – Syndicats des caféiculteurs, mouvements associatifs et genèse d'une classe d'hommes politiques locale

Au début des années 1940 en l'absence d'industries en ville (sauf l'usine de décorticage et de conditionnement des cerises de café pour l'exportation de Dschang) comme à la campagne, les questions agraires sont les seules capables de sous-tendre l'action du syndicalisme local en structuration. Celui-ci trouve un champ particulièrement fertile, préparé par la politique agricole de l'administration coloniale et la gestion d'une Coopérative de café très peu appréciée. Il cristallise son programme d'action autour des problèmes de la paysannerie. Le syndicat demande au chef de région Bamiléké que des mesures soient prises pour rendre, non seulement humaines mais encore pour améliorer de manière satisfaisante, les conditions sociales, économiques et culturelles des milliers de paysans et salariés agricoles.

La question de savoir « pourquoi une coopérative exclusivement indigène dans un pays colonisé » est préoccupante et justifie la méfiance des syndiqués. Ils imputent la perte de pouvoir d'achat à l'existence de cette Coopérative dirigée par l'administration où le paysan bamiléké est obligé d'adhérer et de vendre, à vil prix, ses produits tandis que le prix des articles manufacturés et la valeur des impôts ne cessent d'augmenter.

Le syndicalisme est cependant desservi par l'illettrisme généralisé de la paysannerie. C'est alors les citoyens qui organisent, animent le syndicat et se donnent le droit de parler au nom de la paysannerie parce que ses membres en sont issus. L'administration se fonde sur cette donne non seulement pour ne pas signer ses statuts mais encore pour lui créer les pires ennuis, traitant les dirigeants syndicaux « d'individus plus soucieux de leurs intérêts que de ceux de la masse qu'ils prétendent représenter » ; prétextant que la plupart des membres du bureau ne sont nullement qualifiés pour représenter les intérêts des planteurs, que certains sont des repris de justice et d'autres n'ont aucune plantation donc ne sont pas agriculteurs.

L'erreur de l'administration coloniale a consisté à ne pas prendre au sérieux les syndicats et à avoir toujours manifesté envers eux une position condescendante. Il est aujourd'hui clair que des négociations franches, des explications convaincantes auraient discipliné les syndicats et leur auraient évité de condamner en bloc la politique agricole et de poser des actes qui ont compromis l'avenir de la plante et se sont avérés fatales pour la paix. L'activité syndicale a donc eu des conséquences durables sur la paysannerie et modifié ses rapports avec les administrations traditionnelle et coloniale. À l'issue des pressions qu'elle a exercées sur l'administration et ses services agricoles, la caféiculture devient une culture démocratique, accessible à tous ceux qui peuvent ou veulent la pratiquer, ceci en foulant au pied les règles les plus élémentaires des pratiques agricoles.

Ces mutations se font sur fond d'intrigues, de luttes d'intérêt et de positionnement politique et social, transposant ainsi un problème agricole sur un autre champ : celui de la politique. Le sort de la caféiculture tel que nous le vivons aujourd'hui et celui du territoire se sont joués entre 1949 et 1957 sous la pression syndicale et des mouvements politiques. Deux faits sont importants à souligner :

– d'abord, le débat se déporte des champs vers la rue, les bureaux et dans les coulisses. Il s'ouvre une ère de confrontation idéologique, sur fond d'intrigues et de coups bas. À la pierre d'achoppement de « comment cultiver le caféier » c'est-à-dire du savoir-faire de la décennie 1930, se substitue celle de « comment gérer le café en étant libre dans la cité ». Alors on théorise, conceptualise, et revendique. Une classe d'hommes politiques locale se forme progressivement et se met en exergue au contact de ces réalités. On les verra plus tard être, qui, ministre résident comme Djoumessi Mathias (chef Foréké Dschang), qui, députés à l'Assemblée constituante, qui maires des communes, conseillers municipaux, etc. À l'heure du monopartisme ce sont encore eux qui occupent les postes importants dans le parti (membres du Comité central, présidents de sections, de sous-sections, etc.).

La notoriété acquise par le « clan de Bafoussam » dont les membres sont plus instruits et plus dynamiques contribue à saper l'hégémonie de la ville de Dschang qui perd sa fonction de chef-lieu de région au profit de Bafoussam (1961).

– ensuite, l'interventionnisme étatique s'affirme et triomphe d'abord du libéralisme souhaité par le syndicat et les paysans avant d'être battu en brèches. De nos jours, les lacunes de la politique de la très forte implication de l'administration dans la caféiculture se font durement sentir. On est alors tenté de dire que c'est entre 1950 et 1960 qu'aurait dû avoir lieu, quand les paysans le demandaient, à hue et à dia, le désengagement de l'État. Celui-ci a attendu le pourrissement de la situation pour s'exécuter (1994).

a – Politisation et instrumentalisation du café

La question du café non seulement justifie la création des syndicats mais devient une porte d'entrée dans les revendications politiques et sociales. La politisation de la culture du café peut être perçue à deux niveaux : par « l'internationalisation » de la question du café d'abord et ensuite par les luttes des clans au sein des différentes coopératives de café.

* L'internationalisation du problème consiste à exporter les problèmes auxquels est confronté le paysan bamiléké jusqu'à la Métropole, via la Confédération Générale des Travailleurs (CGT), afin de dénoncer les pratiques inhumaines en cours dans la colonie. La situation des planteurs bamiléké est ainsi relatée périodiquement à l'Assemblée de l'Union Française par l'intermédiaire des élus communistes ou des représentants des Noirs. Elle constitue ainsi « une pièce à conviction de plus versée au dossier de l'arbitraire et de la violence colonialiste de la France »⁶ (mesures policières, violence, arrestations et séquestrations arbitraires, tortures) à intégrer par les élus communistes parmi les doléances, afin que, ensemble, communistes et Africains luttent « pour qu'un jour il n'y ait plus de colonies, mais une société fraternelle dans laquelle nous serons tous sur le même pied d'égalité »⁷.

Le réseau de correspondances qui s'établit entre le Cameroun et la Métropole montre le degré de récupération politique de la question du café par le Parti Communiste français. On peut ainsi lire dans une lettre datée du 14 octobre 1950, adressée à Momo Grégoire (syndicaliste influent) par M. Carroue, secrétaire général de la CGT :

« Nous luttons en France, pour changer le régime politique qui permet de telles injustices... Notre lutte doit être une lutte commune, car nos ennemis sont communs. Nous devons en ce moment, protéger la paix menacée par les impérialistes qui voudraient maintenir l'exploitation coloniale, comme le font actuellement les Américains en Corée... »

Pour l'instituteur européen Donnat l'action syndicale doit être reléguée au second plan au profit de l'action politique. Dans la « synthèse sur l'activité de la C.G.T. en Région Bamiléké », le commissaire P. Laborde reproduit ces extraits de la correspondance de Donnat à son camarade Fines, en novembre 1947⁸.

Ce texte, comme le précédent traduit l'amalgame si ce n'est la récupération du mouvement syndical et la manipulation de ses dirigeants. Le libellé des circulaires de l'Union syndicale à ses adhérents : « Prière aviser tous les

6. Archives de la préfecture de Dschang. Correspondance du secrétaire de la CGT à Momo Grégoire trésorier du Kumzsé, 1950.

7. *Ibidem*.

8. Archives de la Préfecture de Dschang, 1947.

hommes du Parti Démocratique de chez vous... », (P. Laborde) et le fait que l'exercice des fonctions importantes dans le syndicat prépare l'accession aux commandes du Parti ou du mouvement politique rendent bien compte de l'amalgame entre le politique et le syndical. De façon générale, on verra les mêmes leaders à la tête du syndicat, de la Coopérative et du KUMZSÉ, mouvement politique local. Si les dirigeants syndicaux se prennent pour des martyrs, l'administration voit en eux

« des extrémistes, agitateurs, agents propagandistes de l'Union des Populations du Cameroun (UPC), décidés à s'opposer par des revendications à toutes les mesures administratives et en particulier à la Coopérative de Dschang »,

recrutant, sous le couvert du syndicat, les adhérents de l'U.P.C. Elle leur dresse des plaintes collectives pour escroquerie, outrage à magistrat, violence sur un assesseur, leur refuse l'autorisation de quitter le pays et en emprisonne autant qu'elle peut, etc.

* Les méthodes de luttes internes consistent à solliciter les élus locaux et à sensibiliser le maximum d'interlocuteurs politiquement influents à la situation paysanne puis à confronter les administrateurs et leurs instruments de pouvoir.

À titre d'exemple, dans une lettre qu'il adresse à Simon Pierre Tinkin (Douala, le 21 octobre 1950), le Conseiller économique Pierre Monthe fait siens les problèmes des paysans bamiléké et se fera un devoir d'engager une série d'interventions dès qu'il sera en possession de tous les éléments du suivi.

Pour contrecarrer l'action du Kumzsé de plus en plus envahissant et pour le déstabiliser, l'administration développe ses propres méthodes : la politique de la carotte. Elle promeut une réunion périodique des chefs traditionnels bamiléké non inféodés par le Kumzsé dont elle comble les membres de largesses, révisé leur pension à la hausse, subventionne l'achat de leur voiture et les décore régulièrement. Elle prie les insoumis et ceux qui se comportent différemment et espèrent certains avantages de s'adresser à Mathias Djoumessi, président du Kumzsé. Les syndicats considèrent cette attitude comme une véritable faillite de l'État.

* La guerre des coopératives des planteurs. Les deux coopératives de café sont les miroirs de la société du moment (1948), les instruments ou des organes annexes des syndicats et par voie de conséquence des partis politiques ou de l'administration. C'est par elles que s'extériorise la tension entre les syndicats, les non-syndiqués et l'administration et, à l'intérieur de chacune, des groupes rivaux plus ou moins manipulés de l'extérieur.

b – La Coopérative Agricole des Planteurs Bamiléké du Café d'Arabie (CAPBCA)

En 1949, l'arrêt des subventions de l'État fait baisser de 15 à 20 % la ristourne payée aux planteurs et met la coopérative dans un état financier critique aggravé par une crise politique orchestrée par le groupe de Bafoussam qui supporte de plus en plus mal l'autorité de Dschang. Il constitue au sein du Conseil d'Administration (CA) de la coopérative une aile dure qui fait échouer tout projet susceptible d'asseoir le contrôle de l'administration sur le CA. L'influence de ce groupe, de surcroît des amis politiques et membres du comité de coordination du Conseiller Chedjou, s'étend au-delà du CA. En novembre 1952, la section de la subdivision de Bafoussam décide de se séparer de la section de Dschang. Dubouille, agent du service de contrôle des organismes coopératifs et des sociétés de prévoyance, y voit le point d'aboutissement des manœuvres menées par M. Lagarde en vue d'empêcher le retour du Gérant de la coopérative : le Colonel en retraite M. Pelloux-Prayer en congé à la Métropole. Ayant échoué dans sa tentative, il aurait incité les planteurs à créer une usine de traitement de café à Bafoussam. Le chef de Région M. Borne y voit plutôt l'expression des joutes politiques, ajoutant que « la fin de la coopérative est une victoire du Kumzsé et du Conseiller Chedjou ». En effet, les dirigeants syndicaux, des militants du KUMZSÉ, farouches adversaires de la coopérative, ont juré de bâtir la leur sur les ruines de la CAPBCA.

Bafoussam extériorise ainsi la contestation naissante de la suprématie de Dschang. À la CAPBCA commence donc la revendication de la capitale régionale par Bafoussam. La question est officiellement soumise à Yaoundé, entre 1953-1954, par un groupe de chefs traditionnels de la région (sauf ceux de Dschang) noyautés par l'élite influente de Bafoussam.

c – La Coopérative de Production, de Collecte et de Vente (COPCOLV)

Tout comme la CAPBCA, la COPCOLV doit faire face à des dissensions internes plus ou moins orchestrées de l'extérieur, infiltrée par l'Union Bamiléké, Assemblée des chefs opposés au KUMZSÉ. En effet, dès 1951, deux clans se forment. Celui de Stéphan Zetembe (président) et Thonleu (secrétaire général de la COPCOLV) et leurs partisans, le clan Grégoire Momo et ceux de Foréké-Dschang. Le premier attribue le non-aboutissement des revendications et le caractère stérile du syndicat en général à l'action anti-administrative de Momo et de Tinkin. Son ambition est de reprendre la COPCOLV sur de nouvelles bases, indépendante de la C.G.T. ou des mouvements politiques, d'en éliminer les éléments de Foréké-Dschang. De manipulations en manipulations, il essaie d'obtenir du Conseil d'Administration (CA) l'exclusion de Grégoire Momo (trésorier général). Alors s'ouvre une crise mise en évidence par un bras de fer entre le trésorier général et son président. Le premier refuse,

malgré les multiples injonctions et les rappels à l'ordre, de remettre les fonds, les documents comptables et d'accepter son exclusion qui, selon lui, ne peut être prononcée que par une assemblée générale.

Fort du succès obtenu par Mathias Djoumessi, président du KUMZSÉ, aux élections à l'Assemblée Constituante du Cameroun, le 16 juillet, devant une assemblée acquise à ses desseins, Momo contre-attaque. Le clan Zetembeu se trouve devant une telle hostilité de la part de l'assistance qu'il abandonne la partie en posant sa démission de la COPCOLV, démission d'ailleurs refusée par l'Assemblée qui réclame d'abord un rapport détaillé de sa gestion.

Le bilan présenté par le secrétaire de l'Union syndicale lors de son cinquième anniversaire (28 septembre 1952) est fort flatteur et surtout montre l'importance de la déviation du syndicat de son objectif initial : le libre accès à la caféiculture.

Le travail forcé et l'indigénat ont été abolis, les femmes sont désormais exemptes de l'impôt, la nouvelle subdivision de Mbouda a été créée, l'électrification de la ville de Dschang est une réalité, apprend-on, etc. On est tenté d'admettre que la caféiculture n'a été qu'une porte d'entrée dans des revendications sociales et politiques.

Toutes ces revendications relevant d'abord de la politique agricole puis devenues sociales et politiques ont planté le décor d'une nouvelle ère trouble. Le café a largement contribué à semer la division et la haine. À la veille de l'Indépendance, la société des régions de culture de rente, surtout caféicole, est divisée en trois camps rivaux (Kuété. 2000).

* Le camp chancelant de l'administration est composé de l'administration restée fidèle à sa politique agricole, de la presque totalité des chefs traditionnels considérés comme les hommes chéris de l'administration mais qui se prennent pour des laissés-pour-compte. Les fonctionnaires indigènes, malgré leur statut d'indigènes évolués, sont imprévisibles. Ils veulent savoir « ce que l'administration a fait de l'argent de l'impôt depuis 30 ans ». De ce groupe s'élèvent quelques voix demandant la suppression des chefferies traditionnelles dont les garants ont complètement failli à leur mission.

* La paysannerie et les syndicats. La première est entièrement gagnée par le mouvement syndical et vote volontiers pour ses candidats. Ce groupe rêve de contrecarrer la politique agricole qu'on lui impose, entachée de favoritisme et de trop de contraintes. Il en veut aux « indigènes évolués » et à l'église catholique, aux chefs et aux notables qui les pressurent et pour le rôle qu'ils jouent dans l'obstruction de la démocratisation de la culture du caféier.

* Les colons européens de Foumbot et de Dschang Nord (aujourd'hui Mbouda) en veulent à l'administration qui a facilité l'accès à la culture du caféier aux indigènes, les privant ainsi d'une main-d'œuvre bon marché. Ils

en veulent mortellement aux indigènes qui se livrent au vol organisé de pépinières de caféiers dans leurs plantations et qui, à certaines saisons, désertent fréquemment les champs où ils sont engagés.

Le décor de la rébellion est ainsi planté, les cibles sont bien identifiées, elles se connaissent et elles savent qui leur veut quoi et pourquoi. Ce n'est pas un hasard si les révoltes de mai 1955 naissent dans le Moungo, à Mbanga dans une zone fortement rurale et se généralisent très vite en pays Bamiléké à partir de Bafang. Les hostilités peuvent s'ouvrir sur un fond de plus de règlements de comptes que d'une véritable lutte pour l'Indépendance. À partir de 1956-1957, la rébellion embrase la région, dérègle les fonctionnements économique, social et politique en annihilant en bien d'endroits les fruits de 30 années d'efforts soutenus pour le développement. Une dizaine d'années de conflits a suffi pour que se dégradent les paysages et que s'effritent les richesses culturelles, spirituelles et matérielles patiemment construites, parfois au prix d'humiliations que seuls les indigènes de l'époque pouvaient accepter. Tout est donc à reconstruire après la rébellion et surtout à partir de rien. La paupérisation qui a résulté de plusieurs années d'inactivité et d'incertitude invite à se remettre au travail. Si la ville est devenue un eldorado pour certains (même si on y vit au jour le jour), beaucoup pensent que la culture du caféier reste le chemin le plus court vers la reprise et la reconstruction et, pour une poignée, vers la conquête du pouvoir.

III – Instrument de la politique de l'État indépendant et plateforme de lancement de carrières politiques

Au lendemain de l'Indépendance, le caractère stratégique du café est plus que jamais confirmé. Pour l'État, il est vital pour l'économie du pays (jusqu'en 1976 le café participe pour 37 % aux recettes à l'exportation). Pour la paysannerie, à l'heure de la reconstruction, le café reste la source de revenus monétaires, la denrée qui sous-tend les transactions financières, la garantie de la stabilité donc de l'ancrage territorial, de solvabilité et de considération sociale. La relance se fait sur la base des acquis paysans souvent imposés par la pression syndicale, acquis qui ne sont pas nécessairement adaptés au nouveau contexte. Le nouveau modèle qui se met alors en place sur le socle des logiques paysannes, qui n'exclut pas la toute puissance de l'État montrera ses limites à la fin de la décennie 1980 quand s'ouvre une crise douloureusement vécue par les caféiculteurs. Une brève analyse révèle les acteurs en présence, les rapports qui les lient et permet de subodorer les tensions à venir.

1 – Côté État

Ce dernier évolue vers un État monopartiste très centralisé. L'ère de « la pensée unique » s'ouvre. Les multiples syndicats et partis politiques indépendants disparaissent au profit du Parti unique et Syndicat unique promus et contrôlés par l'État. Il peut ainsi restructurer la filière café à son profit. Il crée une série d'organismes, instruments de son pouvoir, tels la Caisse de Stabilisation des Produits de Base, le Fonds National de Développement rural (FONADER), l'Office National de Commercialisation de Produits de Base (ONCPB), etc. Enfin, l'État fixe le prix au producteur et le barème des coûts de commercialisation, soutient la production suivant le comportement du marché. L'UCCAO devenue toute puissante grâce au contrôle qu'il exerce sur les coopératives départementales, avait un agrément qui lui permettait d'exporter directement son café moyennant une taxe de 38 Fcfa par kilogramme versée à l'ONCPB. De multiples taxes et prélèvements lui permettent, bon an mal an, de s'assurer de 43,5 à 76 % (cas de 1979) du prix du kilogramme (Alquier, 1999) pour financer des opérations hors filières.

2 – Côté planteurs

La pensée unique, l'état d'urgence imposé à cette région, tempèrent l'ardeur des Bamiléké à revendiquer ou à chercher à faire triompher leurs logiques ou leurs aspirations politiques. L'atmosphère est d'autant plus délétère que partout se profile l'ombre des agents de renseignement. Le pire qui peut arriver à un citoyen, à cette période, est de se faire traiter de « subversif ». Les paysans ont perdu leur « directeur de conscience » : les syndicats. La sagesse recommande alors la docilité. Désormais, l'activité du paysan est réduite à quelques gestes mécaniques conduisant à la production. L'État pense et l'UCCAO agit pour lui. Il sait se contenter des sommes dérisoires qui lui sont versées.

3 – Côté organe d'encadrement

L'UCCAO est théoriquement une entreprise paysanne donc indépendante, mais en réalité, elle est sous le contrôle de l'État qui la finance et lui affecte les personnels technique et administratif de haut niveau. À travers les secteurs et sous-secteurs coopératifs, elle touche tous les planteurs grâce au développement sans précédent des infrastructures de toutes sortes (routière, hospitalière, éducative, etc.). La coopérative paie un prix garanti aux planteurs, le mettant de ce fait à l'abri des fluctuations trop marquées du marché mondial. Elle met à disposition assistance technique, produits phytosanitaires subventionnés, formation, etc. Les magasins de la coopérative proposent à bas prix, matériels aratoires, matériaux de construction. Mais l'UCCAO et ses coopératives départementales subissent des mutations lentes et dérivent vers

les coopératives d'acheteurs de café (Ngoufo Sogang, 1991). En effet, des castes fermées s'y constituent et s'accordent des privilèges (13 mois de salaire par an) pour la contrôler et y confisquer le pouvoir. Pour être de l'administration coopérative, il n'est plus nécessaire d'avoir une plantation, mais de livrer à la coopérative de sa localité 0,5 t de café pour le poste de délégué et 1 à 1,5 t de café pour prétendre au poste d'administrateur. En clair, la coopérative est instrumentalisée, les représentants des planteurs sont des personnes aux intentions mercantiles et « pouvoiristes ». Les membres influents se servent des coopératives comme bases de lancement à de brillantes carrières politiques. Enrichis, ils animent le Parti (unique) dans leur localité, et en gravissent très vite les échelons, financent le parti, « ses boss » et les grandes échéances politiques (élections). Ces largesses leur valent des sympathies du régime, voire des « amis » dans les sphères du pouvoir à l'échelle nationale. Le monde paysan qu'ils contrôlent depuis les coopératives leur sert de base arrière. L'UCCAO et ses coopératives deviennent ainsi le tremplin vers les organes locaux puis nationaux du parti (présidence des sections, Comité central, Bureau politique selon l'importance de la mise), vers la députation et pourquoi pas vers le gouvernement (poste de ministre).

4 – Les autres acteurs de la caféiculture

L'église catholique apporte son appui à la relance caféière. À Galim (département des Bamboutos) elle met en place une colonisation contractuelle associant agriculture mécanisée et élevage moderne sur des terrains au statut flou. Le projet est appuyé par le financement caritatif extérieur. Cette colonisation fait aujourd'hui l'objet d'un contentieux opposant l'évêché de Bafoussam et les colons qui se sont sentis désabusés, exploités et ont osé en parler.

Les colons européens sont vite mis hors circuit à cause, semble-t-il, des lois sociales et de la ponction exercée par l'État qui ont des conséquences fâcheuses en ce sens qu'elles ont accru les coûts de production au moment où les exploitations étaient confrontées à la baisse des rendements et à la chute des prix (Alquier, 1999). Le manque de flexibilité dû à la monoculture a précipité les abandons ou les cessions des plantations aux nationaux fortunés mais peu informés des contraintes qui accompagnent la production de café *arabica* dans le cadre des exploitations capitalistes et des réalités du marché du café. Un marché de dupes s'est ainsi opéré.

Le modèle qui se dessine après l'Indépendance du pays a catalysé, à sa manière, une situation explosive en ce sens que :

– La trop forte implication de l'État et des structures d'encadrement dans l'activité a eu pour conséquence leur substitution aux planteurs placés dans une forme de liberté dans la dépendance. En effet, l'apport technique de l'État,

les subventions diverses et sa présence constante au chevet des planteurs ont entretenu, de façon factice, des caféiculteurs que la libre concurrence, la loi du marché, auraient pu, à mon avis, éliminer ou inciter au progrès. Se serait alors formée, présume-t-on, une véritable classe d'agriculteurs entrepreneurs, convaincus, aptes à résister aux vicissitudes du métier et aux lois du marché.

– Grâce aux prélèvements effectués sur les ventes des produits de rente café et cacao, l'Office a pu, pendant la période faste antérieure à 1987, constituer une importante réserve utilisée dans des dépenses hors filière. L'indisponibilité de ces sommes pendant la période d'effondrement des cours du café accélérera l'enlisement dans la crise. Elle est à l'origine du mécontentement des paysans qui, confrontés à la crise, ont rejeté en bloc la responsabilité sur l'État et l'UCCAO. L'ouverture démocratique qui coïncide avec la crise économique qui commence officiellement en 1987, est alors, une fois de plus pour les sociétés caféicoles, l'occasion de s'illustrer par la violence et les casses comme une méthode d'expression des « groupes marginaux », et par une adhésion massive aux partis d'opposition avec la ferme conviction et la détermination de renverser le pouvoir en place.

Plante « de bonne et de mauvais augure », tout comme l'argent qu'il engendre c'est-à-dire un « bon serviteur mais un mauvais maître » (dit un dicton), le café dans l'Ouest-Cameroun met face à face des camps de passionnés, voire de fanatiques dont les contradictions servent de ferment à des joutes politiques qui vont finir par secouer sérieusement, par deux fois au rythme d'environ 30 ans, la paix sociale. En mars 1957, quand survient la libéralisation effective de la culture du caféier, il s'est amoncelé suffisamment de griefs contre l'administration, les chefs et leurs courtisans, et les hauts fonctionnaires indigènes. Les problèmes concernant la terre et les femmes (toutes choses qu'il faut pour être un bon cultivateur de café) ont dressé suffisamment des membres d'une même famille ou de familles voisines les uns contre les autres pour que la situation explose. La promulgation du décret libéralisant la culture du caféier fait suite au constat de cette situation explosive. La rébellion allait pendant plus de 10 ans embraser la région.

Au début des années 1990, les mêmes causes produisant les mêmes effets, la zone du caféier *arabica* se fait remarquer par des casses, des manifestations de rue violentes, bref, par son incivisme caractérisé contre les institutions républicaines, son radicalisme sans précédent lors de la transition démocratique. À cette expression intempestive de son mécontentement s'ajoute un désir de changement de régime politique extériorisé par une inscription massive de ses habitants dans les partis d'opposition avec pour explication avouée la gestion de l'économie du café.

Aujourd'hui, les populations ont définitivement tourné le dos à l'économie basée sur le café. La génération qui a fait la grandeur du café disparaît ou a disparu. L'économie se recompose, la politique aussi. Seuls ont droit à la parole de nouveaux jeunes riches ayant bâti leur fortune sur des pratiques difficiles à déterminer d'où de nouveaux concepts : *faymans*, *faymanias*, etc. il s'agit d'une génération d'individus au niveau intellectuel et de culture quelconque mais à la bourse et aux comptes en banque « lourds ». C'est sur elle que se cristallise l'attention des partis au pouvoir et d'opposition. Elle se fait élire de la façon la plus déconcertante à l'Hémicycle où siègent les Représentants du peuple. Elle sert de référentiel à une jeunesse de plus en plus sans repères et qui s'interroge sur les valeurs fondamentales de la société et leur opérationnalité : remise en cause des études, surtout de longues études universitaires, du mérite, de l'effort, de la concurrence et de la compétitivité loyale, etc. En clair, avec la disparition du caféier *arabica* finit une époque, une civilisation. Alors commence une autre aux contours encore flous.

Bibliographie

- ALQUIER M., 1999 – *Diagnostic d'une économie arabicole en déclin : le cas des anciennes plantations coloniales de café arabica du Noun, Province de l'ouest Cameroun*. Mémoire de maîtrise, université de Toulouse le Mirail.
- Archives coloniales de la préfecture de Dschang (1920-1960).
- Archives de la délégation départementale de la Menoua.
- Entretien avec Momo Grégoire, S.P. Tinkin, Sonna Ebo, Kenfack Maurice, etc.
- Jeune Afrique. 2007 – *Atlas du Cameroun*. Éditions Jeune Afrique. : Paris.
- KUETE. M., 2000 – *Espaces, pouvoir et conflits dans les hautes terres*. Presses Universitaires de Yaoundé : Yaoundé, janvier.
- La crise des matières premières. *Produits Tropicaux*, Paris, n° spécial, juillet 1992.
- MINAGRI, *Rapports de la Délégation Départementale de l'Agriculture pour le Noun, 1978, 1980, 1984, 1986, 1989*.
- MINAGRI. *Rapports d'Arrondissement de l'Agriculture de Foumbot : 1978, 1980, 1982, 1989, 1995, 1996, 1998*.
- NGOUFO SOGANG Th., 1991 – *UCCAO, 1958-1983, 25 ans au service des planteurs*, Yaoundé : SOPECAM, 1983 p. 14 (mémoire de maîtrise, Yaoundé, octobre).
- NOUBISSI E., 1988 – *La caféiculture dans la Menoua 1930-1960, esquisse d'une étude historique*. Mémoire Département d'Histoire, Université de Yaoundé.
- Rapport de la délégation d'agriculture Menoua : campagne agricole 1992-1993*.
- UWIZEYIMANA L., 1996 – Crise du café, faillite de l'État et implosion sociale au Rwanda. *Géodoc MOCA*, Toulouse, n° 4.

Résumé

La manière dont l'activité caféicole a été gérée était porteuse de revendications voire de conflits. Elle a porté les problèmes agricoles des champs vers les rues et a façonné une classe d'hommes politiques de plus en plus actifs dans la gestion des affaires de la cité et du pays. L'implication des acteurs de la filière café dans la gestion politique du pays ou l'onction que certains hommes politiques viennent demander dans cette filière pour consolider leur assise ou pour se refaire des forces font partie des aspects que l'administration coloniale n'avait pas prévus en assignant les missions au café. Tout au plus, dans son esprit, le café devait procurer aux paysans l'argent pour répondre aux charges quotidiennes et surtout pour payer l'impôt ; renforcer le pouvoir des chefs locaux (à qui l'activité est prioritairement réservée) sur leurs sujets, en ajoutant à l'ascendance que leur confère la tradition, une dimension économique.

Pourtant, pendant plus de 70 ans, c'est l'activité caféicole qui va façonner une civilisation en conditionnant et en animant les vies politique et sociale. Elle a ainsi participé pour une bonne part, à la construction du Territoire et des territoires, catalysé les crises socio-politiques qui accompagnent l'Indépendance (rébellion armée de la fin de la décennie 1950) et les suivantes (échauffourées marquant le passage de l'État unitaire à un Cameroun davantage démocratique).

La disparition du caféier *arabica* de l'Ouest-Cameroun marque la fin d'une époque, d'une civilisation. Une autre aux contours encore très flous a commencé.

MOTS-CLÉS : Cameroun, Ouest Cameroun, café, politique, syndicat, coopérative, instrumentalisation, rébellion

Abstract

Coffee, coffee culture and political life within the Western Highlands of Cameroon

The way in which the activity of coffee was managed was a booster to protest and conflicts. It carried the problems of agriculture from the farms towards the streets and fashioned a class of politicians increasingly active in the management of city and country affairs. The implication of actors of the coffee network in the countries politics or the unction that some politicians demands of this network to consolidate their basis or to regain forces are some of the aspects that the colonial administration did not foresee when assigning missions to coffee. Moreover, within its spirit, coffee would have provided money to peasants for their daily charges and especially to pay for taxes; reinforce the power of local chiefs (to whom the activity is primarily reserved) on their subjects, by adding an economic dimension to the power conferred on them by tradition.

Nevertheless, for more than 70 years, these coffee activities will shape a civilisation by conditioning and sustaining political and social life. As such, it participated greatly to the construction of the territory and territories; catalysed the socio-political crisis

that accompanied independence (armed rebellion at the end of the 1950s) including the clashes that marked the transition from a unitary state to a more democratic Cameroon.

The disappearance of the arabica coffee from western-Cameroon marked an end of an era, a civilisation and the start of a very blurred one.

KEYWORDS : *Cameroon, Western Cameroon, Coffee, Politic, Syndicate, Cooperative, instrumentation, rebellion*